

L'Amérique et ses paradoxes

Claude Gauvreau

Le professeur Louis Balthazar du Département de science politique a fait ses études de doctorat à l'Université Harvard de 1963 à 1968, à une époque où la société américaine était en pleine ébullition sociale, politique et culturelle. Aujourd'hui, il préside l'Observatoire sur les États-Unis à un moment où les feux des projecteurs sont à nouveau braqués sur nos voisins... mais pour d'autres raisons.

L'Observatoire, créé en juin dernier au sein de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, est un regroupement multidisciplinaire et interuniversitaire de chercheurs qui analysent les États-Unis sous plusieurs dimensions : politique étrangère, sécurité internationale, politique intérieure, économie et commerce. Sa mise sur pied devrait permettre de mobiliser les connaissances de américanologues du Québec et d'informer la population sur les réalités américaines en les commentant dans les médias.

Une société méconnue

Selon M. Balthazar, nous connaissons mal certains aspects de la société américaine. «Les universitaires, malheureusement, sont peu sensibilisés à ce que les Américains font de mieux. Quand on pense aux États-Unis, on ne pense pas spontanément aux orchestres symphoniques, à la littérature, aux grandes universités. On pense à la culture de masse et on vient à porter des jugements superficiels». Ce n'est pas non plus un hasard, ajoute-t-il, si parmi les américanologues québécois, nombreux sont ceux qui ont étudié aux États-Unis, développant ainsi une sensibilité particulière. «Même si ces spécialistes ne sont pas légion au Québec, le champ de recherches se développe. À l'Université Laval, on a créé un centre d'études interaméricaines et à



Photo : Michel Giroux

M. Louis Balthazar, président de l'Observatoire sur les États-Unis.

l'Université de Montréal existe un projet de former un réseau d'études américaines. Ici même à l'UQAM, le professeur d'histoire Alfred Desbiens, maintenant retraité, a fondé il y a 20 ans l'Association québécoise d'études américaines avec laquelle nous avons des liens.»

«Nouvelle doctrine Bush»

En matière de politique étrangère, on évoque depuis quelque temps la

«nouvelle doctrine Bush» qui se démarquerait des politiques précédentes. «On peut en effet parler d'un virage qui se caractérise par une volonté de se démarquer des institutions internationales et par un sens très profond de l'exceptionnalisme américain, comme si les États-Unis avaient une mission providentielle à l'égard du monde. La doctrine Bush comporte aussi une importante connotation morale, déjà présente

sous Reagan, qui aujourd'hui revient en force», souligne M. Balthazar. Par ailleurs, depuis la fin de la guerre froide et, surtout, depuis les événements du 11 septembre 2001, les États-Unis se sont trouvés une cause nouvelle, la lutte tous azimuts contre le terrorisme, affirme-t-il. «On cherche la défense absolue même si le 11 septembre a démontré qu'il n'existe pas de défense parfaite. On veut aussi intervenir avant même qu'un danger réel se soit manifesté concrètement. Il y a là quelque chose de nouveau.»

La politique étrangère a également des retombées importantes sur le plan intérieur. «La campagne anti-terroriste a contribué à créer un sentiment de chasse aux sorcières. Plusieurs organisations de défense des droits de la personne ont dénoncé les arrestations arbitraires et autres violations des droits des citoyens. On observe aussi un accroissement de la puissance du complexe militaro-industriel. L'augmentation du budget de la défense à 365 milliards \$ a nécessairement un impact économique important. Si une grande entreprise comme General Dynamics cessait demain matin de produire des armes pour le Pentagone, elle perdrait environ 30 % de ses revenus.»

S'interroger sur sa domination

Plusieurs observateurs déplorent le fait que la campagne anti-terroriste ne s'accompagne pas de réformes politiques et économiques dans les pays où existe un fort ressentiment anti-américain, signe que l'Oncle Sam ne s'interrogerait pas sur les causes de ce ressentiment. Pour M. Balthazar, il est vrai que l'on se questionne peu dans les sphères gouvernementales où l'on veut d'abord punir les forces dites du mal. Cependant, précise-t-il, les interrogations sur la conduite de la politique étrangère ne sont pas totalement absentes. «Dans les milieux intellectuels et dans les pages des journaux comme le *New York Times*,

on souligne que le gouvernement devrait agir davantage dans le cadre des Nations Unies, mettre en œuvre des programmes d'aide économique et encourager au sein de la population une meilleure compréhension des cultures étrangères.»

Quant à la nécessité d'une intervention militaire en Irak, l'unanimité est loin de régner, affirme M. Balthazar. «Selon les sondages, l'opinion publique américaine serait prête à appuyer l'usage de la force sous l'égide de l'ONU, mais serait réticente à approuver une intervention isolée. À mon avis, l'administration Bush a exploité à fond la tragédie du 11 septembre et l'effroi qu'elle a provoqué pour justifier une intervention rapide en Irak. Il sera intéressant d'observer le comportement des Américains si les inspecteurs en désarmement de l'ONU retournent en Irak. Les Français et les Russes, contrairement aux États-Unis, voudraient que l'ONU soit le seul juge en cas d'infraction irakienne constatée par les inspecteurs.»

Malgré le comportement arrogant des États-Unis, le professeur Balthazar estime que ses actions sont souvent plus prudentes que son discours. «Parce que la société américaine est une démocratie, ses dirigeants y mettent les formes, comme c'est le cas depuis un mois dans le dossier irakien.» Il croit également que notre critique des États-Unis va parfois trop loin et manque de perspective historique. «J'ai entendu des gens comparer Georges Bush à Saddam Hussein et d'autres prétendre que jamais un régime comme celui des États-Unis n'avait été aussi détesté dans l'histoire de l'humanité. On ne doit pas regarder la société américaine comme si on était à Paris. Nous devons développer nos propres instruments d'analyse et de critique, tout en étant conscients que nous sommes un petit morceau de l'Amérique.» ●